

**ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
Boulevard de la France Libre en CROZON**

Le Maire de la Commune de CROZON,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213.1,

Vu le Code de la Route,

Vu le nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Considérant que dans le cadre du déploiement de la fibre optique sur le territoire de la Commune de CROZON, la Société EPSD - 72 rue Cassiopée - 74650 CHAVANOD doit intervenir **du 19 février au 19 mars 2025**, Boulevard de la France Libre en CROZON, pour des travaux d'implantation de poteaux téléphoniques,

Considérant que ces travaux rendent nécessaire l'application de mesures de précautions spéciales

**ARRETE**

**ARTICLE 1**      **Du 19 février au 19 mars 2025**

Dans le cadre du déploiement de la fibre optique, la Société EPSD sera autorisée à intervenir Boulevard de la France Libre en CROZON, pour des travaux d'implantation de poteaux téléphoniques.

**ARTICLE 2**      **Du 19 février au 19 mars 2025**

La pré-signalisation et la signalisation de chantier seront mises en place sous la responsabilité de la Société EPSD - 72 rue Cassiopée - 74650 CHAVANOD.

La circulation des véhicules se fera par :

- Rétrécissement de la voie de circulation
- Vitesse limitée à 30 km/h
- Stationnement interdit
- Cheminement des piétons
- Alternat manuel avec piquets K10

**ARTICLE 3**

L'accès aux propriétés riveraines, aux secours et au service de répurgation sera maintenu.

**ARTICLE 4** Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**ARTICLE 5** Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par apposition aux extrémités des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

**ARTICLE 6** Tout véhicule gênant fera l'objet d'une mise en fourrière par un service de dépannage agréé aux frais du propriétaire, sous le contrôle de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 7** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie.

**ARTICLE 8** Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
Directrice Générale des Services de la Ville de CROZON  
Antenne Technique Départementale  
Service de Police Municipale  
BTA Gendarmerie de la Presqu'île de CROZON  
Services Techniques Municipaux  
Communauté des Communes de la Presqu'île de Crozon - Aulne Maritime.

Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera transmis à la Société EPSD - 72 rue Cassiopée - 74650 CHAVANOD.

Pour extrait certifié conforme  
A CROZON, le 10 février 2025  
P/Le Maire

L'Adjoint délégué  
  
Philippe BRUN

